

Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - Septembre 2008 – Rédac chef: P. Le Scouëzec

Formation des chômeurs insuffisante

En 2006, 23135 demandeurs d'emploi picards ont suivi un stage de formation. L'essentiel de ces stages (68%) a été financé par la Région Picardie, devant l'AFPA (11,5%) et l'État hors AFPA (9,5%). Ce résultat montre d'abord le poids non négligeable de l'AFPA dans la formation des chômeurs, à un moment où tout est organisé pour la faire disparaître. Mais l'ampleur du nombre de personnes bénéficiant du système de formation professionnelle, quel que soit le financeur, ne doit masquer sa faiblesse. En effet, rapporté à l'ensemble des demandeurs d'emploi, le taux d'accès des chômeurs picards à la formation fin 2006 n'était que de 10%, un chiffre proche de la moyenne nationale (9,8%). Il est inférieur à celui de régions voisines telles le Nord (11%) ou la Champagne (13%) et très loin du Limousin (21%). En clair, les efforts de la région sont insuffisants pour permettre un réel rattrapage des retards picards en ce domaine.

Le chiffre du mois

43%. C'est la part des chômeurs et inactifs parmi les jeunes picards qui ont quitté sans diplôme le système scolaire, 3 ans après leur sortie. C'est le double de ceux qui ont eu un diplôme (22%) et cette proportion est supérieure à la moyenne nationale (38%). C'est une nouvelle preuve que le diplôme aide à l'emploi, même s'il ne le garantit pas à coup sûr. En Picardie, ce départ prématuré du système scolaire commence très tôt, avec notamment un taux élevé dès le collège.

Ralentissement de la construction fin 2007

Malgré une forte hausse depuis 2004, le nombre de logements neufs reste faible

En 2007, 8990 logements ont été construits en Picardie. Cela représente une hausse de 2,3% par rapport à 2006. Mais cela marque aussi un ralentissement par rapport aux années précédentes : +33% en 2004, +12,5% en 2005, +17% en 2006. D'ailleurs, cette tendance s'accroît depuis, puisque, entre août 2007 et août 2008, le nombre de logements autorisés dans la région a diminué de 24,4% (-12,6% au plan national), ainsi que celui des logements commencés : -2,7% (-6,6% au plan national).

Toutefois, la croissance 2007 en Picardie résulte uniquement des constructions de l'Oise (+9,7%), alors qu'on enregistre une baisse dans la Somme (-0,7%) et surtout dans l'Aisne (-2,8%). De même, la progression a surtout concerné les logements collectifs (+15,6%), avec de fortes disparités entre départements : +76,5% dans la Somme, +21,1% dans l'Oise mais -46,6% dans l'Aisne. Dans le même temps, la maison individuelle a régressé de 2,1% au plan régional, si bien que l'individuel « pur », c'est-à-dire non groupé en lotissement, ne représente plus qu'à peine la moitié (53,5%) de la construction neuve de 2007 contre plus des trois quarts en 2000.

Cependant, cette croissance de l'habitat neuf dans la région ne doit pas masquer les insuffisances en la matière. Rapporté à la population, le nombre de logements construits en Picardie ne s'élève qu'à 5,1 pour 1000 habitants alors qu'il est de 7,1 pour la France. C'est dans l'Aisne que ce taux est le plus faible.

Si l'on ne s'intéresse qu'aux opérations de construction de 5 logements et plus (23% des logements), le prix moyen d'une maison de 4 pièces s'établit, en Picardie en 2007, à 235403 € et celui d'un appartement de 3 pièces à 2766 € le m². Ces chiffres marquent une baisse des prix des maisons en 2007 (-4% après une hausse de +40% en 2005 et +16% en 2006), tandis que les appartements continuent leur progression (+16% en 2007). C'est dans l'Oise que les tarifs sont les plus élevés.

Mais la principale caractéristique de ces opérations de 5 logements et plus en 2007 a été leur extrême rareté dans l'Aisne (concernant 113 logements seulement au total), très loin du volume observé dans les deux autres départements : 793 pour la Somme et 1062 dans l'Oise. Cela confirme les difficultés de ce département au sein d'une région déjà mal dotée en logements.

La protection de l'environnement crée des emplois

La Picardie comptait, fin 2006, 4130 emplois salariés liés à l'environnement. Cela représente 3,2% du total national et situe la région au 12^{ème} rang national. Depuis la fin 1999, ces emplois se sont accrus de près d'un tiers : 1020 postes en plus, soit +32,7% (+4,1% par an !). C'est un rythme de croissance un plus rapide qu'au plan national (+28,4%). La moitié de ces postes de travail se situe dans l'Oise (50,4%) devant l'Aisne (26,7%) et la Somme (22,9%). La majorité de ces emplois appartient au secteur de l'enlèvement et du traitement des ordures ménagères (30,0%), suivi de celui de l'eau (captage, traitement et distribution) (23,1%), de la récupération des matières non métalliques (17,7%) et, à égalité, les domaines de la récupération des matières métalliques et de l'élimination et traitement des déchets autres qu'ordures (12,4% chacun). Le restant est essentiellement lié à l'assainissement.

=====

Moins d'investissements étrangers en 2007

La Picardie perd de son attractivité sur les capitaux étrangers. Ainsi, on estime à 984 les emplois créés ou maintenus en 2007 dans la région grâce leurs investissements, soit une baisse d'un quart par rapport à 2006 (-26,5%). Ce recul est double de celui enregistré au plan national (-13,7%). L'essentiel de ces investissements régionaux a eu lieu dans les fonctions de production, alors que cela est plus rare dans celles du tertiaire. Rapporté au nombre d'actifs, le poids de ces emplois créés ou maintenus reste faible (1,5%), soit un niveau comparable à la moyenne nationale. La baisse de 2007 est là pour rappeler la nécessité d'améliorer l'attractivité de la région et d'y développer les moyens de recherche et d'innovation. Car l'implantation historique d'employeurs étrangers sur le sol picard ne suffit plus à renouveler cette présence.

Handicaps sociaux et inégalités de santé se cumulent

Une étude de l'Ordre des médecins confirme que la Picardie est au dernier rang des régions pour le nombre de médecins par habitant, rappelant que cette situation perdure depuis des dizaines d'années.

Le fait de s'y être presque « habitué » conduit à ne plus regarder ce que cela recouvre concrètement. Les résultats des examens effectués dans des centres de santé montrent pourtant que les personnes en situation de précarité cumulent handicaps sociaux et inégalités de santé. Ainsi, la Picardie est en tête des régions pour le taux de non-consultation d'un dentiste depuis 2 ans avec 25% de la population en situation de précarité concernée. C'est également la région la plus affectée par les problèmes dentaires, aussi bien pour la présence d'au moins une dent cariée (50% chez les 16-24 ans !).

De même, la Picardie est, avec l'Aquitaine, le lieu où le nombre de femmes en situation de précarité qui n'ont pas effectué de mammographie de dépistage depuis 2 ans est le plus important. Enfin, elle est parmi les 4 principales régions qui comptent le plus de personnes ayant une hypertension non traitée !

Ces éléments montrent, à nouveau, que nos mauvais indicateurs de santé ne résultent pas d'un comportement ou d'un phénomène « culturel » picard. Le manque de personnels de prévention et de soin et les difficiles conditions de vie d'une grande partie de la population en sont les principales raisons. Continuera-t-on encore longtemps à nier cette évidence ?

oo

Forte croissance du revenu agricole

31% ! La hausse du revenu moyen des agriculteurs picards en 2007 a de quoi faire rêver plus d'un salarié qui voit son pouvoir d'achat se dégrader. Cette augmentation est de 14 points supérieure à la moyenne nationale, mais ne place la Picardie qu'au 8^{ème} rang des régions françaises. Le record est détenu par l'Île-de-France (+91%). L'envolée du prix des céréales et des oléoprotéagineux (colza, tournesol, pois) explique cette évolution picarde. Mais les produits laitiers ont aussi bien progressé. Ainsi, le renchérissement de ces produits ne résulte pas que de la majoration des marges des intermédiaires.

La situation des agriculteurs picards est d'autant meilleure que ceux-ci avaient déjà connu une croissance de leurs revenus de 4,5% entre 2003 et 2006, 3 fois plus élevée qu'au plan national (+1,4%). En revanche, les résultats de 2007 couvrent d'importantes disparités régionales avec, notamment, une baisse atteignant 30% en Bretagne ou dans le Limousin. On comprend donc les manifestations récentes de colère des agriculteurs de cette région, demandant un peu de solidarité... faute de l'obtenir au sein de leur profession !

oo

L'emploi du secteur privé stagne depuis 2002

Entre 2002 et 2007, l'emploi salarié privé a stagné en Picardie (-0,2%) alors qu'il s'est accru de 3,9% au plan national. Seules la Champagne (-1%) et la Franche-Comté (-2%) ont connu évolution plus défavorable. La principale raison de cette évolution est la disparition de postes dans l'industrie, secteur qui a perdu 15,7% de ses effectifs, la plus forte baisse de toutes les régions françaises.

Une nouvelle fois, la Picardie n'a pas su tirer partie de ses plus importants voisins, l'Île-de-France (+1,5% entre 2002 et 2007) et le Nord-Pas-de-Calais (+1,6%), qui ont su, elles, attirer des activités pour compenser leurs pertes.

Parallèlement, le salaire moyen des Picards est, pour ces salariés, de 1904 € en 2007, ce qui situe la région au 9^{ème} rang français, en dessous pourtant du salaire moyen national (2136 €). Mais c'est la région qui a connu l'une des plus faibles progressions de ce salaire depuis 2002 : +13,1% pour une moyenne nationale de 13,9%. 18 régions ont eu une hausse supérieure.